Législatives: Pour un accord avec l'Union populaire, clarifions les enjeux !

Nous nous félicitons du vote majoritaire au CPN pour entamer un processus de discussion avec l'Union populaire. Il est dommage que la majorité du CE n'assume pas le changement de cap par rapport à la campagne présidentielle. Elle évoque le changement de contexte et la nécessité de répondre aux aspirations de notre camp social pour justifier la nécessité d'un accord avec l'Union populaire. Très bien, mais notre camp social aspirait également à la victoire de Mélenchon à la présidentielle, et il aurait été juste de le comprendre avant l'élection afin de peser sur l'issue de l'élection présidentielle et de se donner une chance de convaincre plus largement de nos idées. Certains camarades disent désormais clairement que le NPA a échoué, et il est évident que la campagne présidentielle ne remet pas du tout en cause ce diagnostic.

Mais tournons nous vers l'avenir ! Malheureusement, le sectarisme de la « gauche » du NPA (Fraction l'Etincelle, A&R, DR) qui refuse par principe toute discussion avec les réformistes est totalement dépolitisant et nous empêche de poser clairement les enjeux des discussions en cours.

Voilà ce que nous proposons pour parvenir à un accord acceptable avec l'Union populaire :

- **Défendre un socle commun en rupture avec le social-libéralisme** (et non une « union de la gauche » comme le défend EELV, le PS ou le PCF), intégrant notamment la retraite à 60 ans, la hausse du Smic à 1400 €, l'indexation des salaires sur les prix et des pensions de retraites sur les salaires, le blocage des prix des biens de première nécessité, la titularisation de tous les précaires de la fonction publique, la régularisation de tous les sans papiers, l'amnistie des gilets jaunes, la réintégration des soignants non vaccinés… Il ne s'agit pas de se rallier à tout le programme de la FI, mais de défendre ensemble une série de mesures. Nous devons expliquer que notre divergence principale avec les réformistes repose sur le fait que nous pensons que la mise en place de ces mesures exige la rupture avec la propriété et les institutions capitalistes.

- **Nous sommes d'accord pour une bannière commune, des professions de foi communes (qui reprennent le contenu du socle commun), mais nous indiquons que chaque organisation du bloc populaire doit pouvoir avoir son propre matériel et défendre sa propre orientation.** Bien entendu, les futurs élus s'engagent à défendre le contenu de la profession de foi commune, mais pas à

davantage. Il n'y aura bien évidemment pas d'engagement de notre part à soutenir tous les choix faits par un hypothétique futur gouvernement.

- **Nous souhaitons que les forces politiques du futur bloc populaire lancent un appel aux forces syndicales et associatives pour qu'elles participent à la campagne des législatives avec nous**. Des dispositifs doivent être mis en place pour intégrer pleinement les structures qui le souhaitent à l'animation de la campagne. Il faut une mobilisation maximale sur les lieux de travail et dans les quartiers pour faire gagner le bloc populaire.

- **Nous sommes d'accord pour que la répartition des circonscriptions se fasse sur la base des résultats à l'élection présidentielle.** Cela signifie que le NPA doit avoir une quinzaine de circonscriptions, dont plusieurs « gagnables ».

Nous pensons que dès qu'un projet d'accord est finalisé, un CPN en distanciel devra être convoqué au plus vite pour se prononcer sur cet accord, et permettre l'implication rapide des militants du NPA dans les cadres communs de campagne.

Tendance CLAIRE, le 27 avril 2022